en phase avec le mouvement du monde

Faut-il continuer à mobiliser un pays pour un diplôme qui, à l'échelle internationale, ne donne pas accès à l'université ? Aura-t-on, dans le futur les moyens de le faire ? Est-il nécessaire de le faire en dehors de la dimension symbolique ? On ne sait pas où cela va mener ; à cette cadence d'inscriptions nous aurons 1 million de candidats au bac, les 2 millions d'étudiants bien avant 2020. Un pays comme l'Iran ou la France ont environ 2,5 millions d'étudiants. C'est une évidence : l'Etat ne pourra pas prendre en charge tous les étudiants uniquement à l'université. «L'Algérie a plus besoin de métiers de niveau 5 (technicien et technicien supérieur) que de niveau 6 (ingénieur, médecin...).

Dans la grande majorité des pays, il existe un diplôme de fin d'études secondaires, l'entrée à l'université se fait sur concours en fonction des possibilités d'accueil. Le diplôme de fin d'études secondaires (DFES) qui remplacerait le bac ne fait que consacrer la situation actuelle d'entrée par concours en utilisant comme critère les notes du bac. Le DFES serait en quelque sorte l'équivalent du bac blanc qui serait organisé par chaque lycée. Il y aurait une réelle émulation pour les lycées dans l'accès à l'université pour les filières demandées. Ce sera une condition nécessaire mais pas suffisante... La mise en place de cette nouvelle vision du bac transformé en DFES pourrait être annoncée pour être appliquée aux nouvelles cohortes qui rentrent dans le secondaire en septembre 2019. Ajoutons que ce sont des centaines de milliards qui seront économisés en plus de toute la mobilisation stressante qui sera évitée.

6- Que doit faire l'université ?

Partout dans le monde, l'université traditionnelle, «l'université de papa», a vécu. «L'université du nouveau siècle est une entreprise du savoir où seuls les plus compétents, quelles que soient leurs origines réussiront et seront rétribués à la juste mesure de leurs efforts.» Un Etat-stratège doit «donner leur chance à toutes et à tous», mais il est évident que chacun s'arrêtera là où ses capacités peuvent le faire aboutir. **Aucun pays au monde ne peut avancer technologiquement s'il ne forme pas d'ingénieurs et de techniciens.** L'Algérie a autant besoin d'ouvriers, de techniciens, de maçons, de plombiers que d'ingénieurs ou de médecins. Des passerelles rigoureuses doivent être mises en place pour évoluer ; un technicien peut devenir ingénieur s'il en a les aptitudes. L'université devrait mettre en place l'université virtuelle : l'université de tous les savoirs, les Mooc qui sont des cours en ligne, avec des dispositifs interactifs, dont l'auditoire est théoriquement illimité.

Quel type d'université nous voulons en termes d'apport réel à la société en termes d'éducation ? Quels sont les métiers porteurs ? Combien et dans quelle spécialité ? Comment mettre en œuvre la e-administration, les métiers du développement humain durable, la médecine 2.0, les nanotechnologies la robotique, l'histoire ? Comment enseigner la géographie avec le concours des TIC ? Bien que l'industrie ne soit toujours pas à même de formuler sa demande en termes de formation, les défis sont multiples qu'il s'agisse des effectifs, des programmes ou des nouveaux métiers.

Le constat est que les élèves subissent un choc à l'université à la fois comme mode d'enseignement mais aussi comme langue d'enseignement. C'est un danger que de continuer à enseigner dans le secondaire en langue arabe dans les matières scientifiques, le manque de documents de qualité fait que l'élève ne fait pas de recherche, il n'a pas accès du fait de sa méconnaissance des langues scientifiques aux meilleures connaissances.

Pour cela les programmes des écoles du moyen et des lycées en amont devraient poser les prémices de ces métiers. A titre d'exemple, dans le domaine du développement humain durable, **c'est à l'école que l'on formera l'éco-citoyen de demain.** En terminale, la compétence acquise dans ce diplôme de fin d'études secondaires (DFES qui remplacerait le bac) serait le préalable aux formations au développement humain durable.

Quels sont justement les métiers nouveaux de l'Algérie à 2030 ? Dans le domaine du droit, nous devons sortir de notre coquille, enseigner le droit international, le droit des pays avec qui nous avons des relations commerciales, historiques culturelles. Ils nous faut réhabiliter les métiers d'ingénieurs des mines de la prospection géologique. Comment allons nous former des spécialistes de l'agriculture avec et sans OGM ? Comment se préparer à l'exploitation des gaz de schiste ? Il est dit dans un hadith qu'il faut aller chercher le savoir même en Chine. Dans cet ordre, demandons à la Chine, dans le cadre de l'amitié, de nous aider à mettre en place une université technologique où on enseignerait en chinois et en anglais les métiers du futur qui seront de 2030.

Comment lutter contre la pénurie d'énergie ? Comment protéger nos ressources ou ce qu'il en reste ? Comment lutter contre la pénurie de l'eau ? Comment construire des habitations souterraines pour prévenir les canicules des 35° en moyenne 200 jours par an tel que nous le promet la science ? Voilà ce qui nous attend si nous ne prenons pas nos précautions. «Oua khoudhou hadrakoum», est-il écrit dans le Coran. Nous donnons l'impression de nous être installés dans la fatalité et les invocations pour conjurer la sécheresse, qui plongent dans le panthéon berbère d'il y a plus de 2 000 ans, notamment la version moderne de type «boughandja» et autres, n'auront de poids que si tout ce qui devait être humainement fait l'a été effectivement, laissant en dernier ressort à la volonté divine le soin de disposer. Nous devons aussi mettre de l'ordre, ceci dans les formations d'institutions privés qui promettent pour qu'elles s'insèrent dans le tissu de demande de formation du pays. Il y a matière à intégrer les établissements sérieux dans la trame du système éducatif, ils pourraient constituer des partenaires. A titre d'exemple l'enseignement privé en France, c'est 2,5 millions d'élèves et d'étudiants sur un total de 12 millions. L'Etat français contribue financièrement dans le cadre d'un cahier des charges rigoureux à leur formation.

7- Les lycées d'excellence

Les mathématiques, les sciences devraient avoir plus de la moitié (60%) dans les bacs scientifiques et au moins 40% dans les autres disciplines. Aller vers les langues du futur sur les 20 prochaines années quatre langues seront dominantes, l'anglais, le chinois, l'allemand et le russe. Nous devons aller même d'une façon difficile vers l'anglais scientifique sans pour autant diminuer le français mais les disciplines gagneraient à être enseignées en anglais. Il faut penser à mettre dès à présent un lycée d'élite par wilaya pour arriver à une moyenne de 100 000 candidats de top niveau, c'est-à-dire pour cela les enseignants doivent détecter les petits génies dès la sixième et graduellement les encourager en mettant à leur disposition un lycée spécifique avec toutes les commodités, une bourse confortable et surtout en leur affectant les meilleurs enseignants. Cela ne peut se faire que si on est convaincu que c'est une cause nationale qui doit mobiliser tout les système éducatif, notamment le supérieur par grande discipline (CPN) mathématiques, physique-chimie, informatique, sciences du vivant, sciences naturelles.

Favoriser le vivre-ensemble avec les échanges interwilayas, inter-lycées, inter-universités, il est nécessaire de spécialiser les universités pour éviter la consanguinité régionale synonyme d'effritement identitaire, faire ce que fait le service national et ce que devrait faire le ministre de la jeunesse responsable de 75% de la population, ce ministère ne doit pas être celui d'une équipe nationale offshore qui est le plus mauvais exemple pour la jeunesse. Le ministère de la Jeunesse et des Sports doit avoir une relation privilégiée avec le système éducatif, c'est de là que sortira l'élite olympique, la majorité des athlètes américains des JO sont des universitaires.

8- L'éthique à réhabiliter

Le système éducatif est gangrené par la corruption. En plus de ces chasseurs de primes, il y a le plagiat, il a la triche au bac. La corruption est encore plus grave, puisqu'il s'agit de former l'élite de demain. De ce fait, rien ne peut se faire sans éthique qu'il faut réhabiliter en séparant le bon grain de l'ivraie, les besogneux des tricheurs, coupables doublement de compromettre l'avenir des générations futures. Une charte de l'éthique bien expliquée aux acteurs de la communauté du système éducatif (enseignants, administratifs, élèves étudiants) emportera l'adhésion du plus grand nombre. Les chefs d'établissement doivent s'interdire d'interférer dans le pédagogique et résister à la tentation du score, du chiffre, de plaire. L'acte pédagogique ne concerne que les enseignants, ce sont eux qui doivent être consultés pour la bonne marche pédagogique, les chefs d'établissement ont un rôle important, celui de ramener la ressource et veiller au bon fonctionnement administratif.

La tutelle ne devrait pas passer par une courroie de transmission (l'administration) pour contacter les enseignants. Par grandes disciplines les comités pédagogiques nationaux (CPN) sont là pour veiller au fonctionnement harmonieux d'une matière et évaluer son état d'avancement. C'est à cette seule condition que l'acte pédagogique sera graduellement amélioré. La promotion ne devrait plus se faire uniquement à l'ancienneté mais à la production scientifique. Il est important que les enseignants soient consultés, informés, et c'est à eux de s'organiser. Il est important alors de ce fait de mettre en place un programme de formation continue d'au moins 10 heures par mois par grandes disciplines pour réhabiliter le niveau dans un continuum par grandes disciplines les CPN pour les 3 sous systèmes

9- Conclusion

La formation d'une élite demande du souffle, de l'endurance et une protection des plus hautes autorités pour protéger l'environnement de la future élite la future réelle richesse du pays. Une élite sélectionnée sur la base des mathématiques ne doit pas souffrir de retard. Il nous faut mettre en place dès à présent une vingtaine de lycées d'excellence. «Dans tous les cas, il est important de mettre en œuvre la compétition pour repérer les meilleurs.» Nous devons commencer dès l'école, au CEM, au lycée et à l'université. En s'engageant résolument dans une transition vers le développement humain durable, le baccalauréat du développement humain durable est un chantier qui mérite d'être lancé.

Nous devons avec un consensus de la société pour militer pour une école tournée vers l'avenir, une école protégée des convulsions politiques et idéologiques. L'Ecole est le bien commun de chacun, nous devons veiller sur l'éducation de nos enfants. Je plaide pour une école ouverte, fascinée par l'avenir, avec une identité plurielle et assumée, sans faire de la langue arabe et de la religion un fonds de commerce. Je plaide pour une école qui joue le rôle d'ascenseur social, qui donne la chance à tout le monde et qui ne laisse personne sur le bord de la route. Je plaide pour une Algérie du futur, fascinée par l'avenir. Il nous faut changer de paradigme. Ne pas miser sur la rente. En son temps, la Révolution de Novembre fut une belle réussite. Comment faire émerger de nouveaux révolutionnaires capables d'impulser cette Révolution qui fait son Graal de l'économie de la connaissance ; un autre djihad aussi important qui permettra à l'Algérie de garder son rang.

Quel type d'université nous voulons en termes d'apport réel à la société en termes d'éducation ? Quels sont les métiers porteurs ? Combien et dans quelle spécialité ? Comment mettre en œuvre la e-administration, les métiers du développement humain durable, la médecine 2.0, les nanotechnologies la robotique, l'histoire ? Comment enseigner la géographie avec le concours des TIC ? Bien que l'industrie ne soit toujours pas à même de formuler sa demande en termes de formation, les défis sont multiples qu'il s'agisse des effectifs, des programmes ou des nouveaux métiers.

C. C.